

La Réforme Agraire et les Ressources Naturelles :
une exigence des Peuples

Valencia, Espagne, 8 de décembre de 2004

Depuis le 5 décembre 2004, nous, représentants de plus de 200 organisations de paysans, de travailleurs, de femmes, de peuples originaires, d'organisations des droits humains, d'organisations non gouvernementales, d'institutions académiques et d'institutions publiques, provenant de 70 pays et des cinq continents, nous nous sommes réunis au Forum Mondial de la Reforme Agraire à Valencia, en Espagne.

Après trois jours d'échanges et de débats, nous avons conclu que les communautés rurales et le milieu rural sont en voie de destruction systématique dans le monde entier et que la crise agraire structurelle a de graves conséquences sur l'entièreté de l'humanité. Après avoir identifié les racines historiques et contemporaines de cette crise, nous avons élaboré des stratégies pour la réforme agraire, qui se basent sur les luttes des peuples, les principes des droits humains et la souveraineté alimentaire.

Bien que la réforme agraire a maintenu un rôle central dans les programmes des organisations internationales et dans les politiques de développement de nombreux pays pendant la majeure partie du 20^{ème} siècle, son essence et ses acquis ont diminué au cours de ces deux dernières décennies, malgré les tensions sociales causées par la pauvreté croissante, la faim et les conflits pour la terre et les ressources naturelles.

Aujourd'hui, des personnes du monde entier sont confrontées à deux modèles d'agriculture, de développement rural et de production alimentaire. Le modèle d'agro exportation, dominant, est soutenu par les logiques néolibérales et le libre échange, la privatisation et la transformation de la terre, de l'eau, des forêts, de la pêche, des semences, du savoir et de la vie. Ce modèle est guidé par les intérêts des profits corporatifs et par l'intensification de la production destinée à l'exportation, il est responsable de la croissante concentration des terres, des ressources et des chaînes de production et de distribution d'aliments et d'autres produits agricoles aux mains d'un nombre réduit de corporations. Le prix des aliments et d'autres produits agricoles décroît de manière constante en raison du « dumping » et d'autres facteurs, ce qui conduit à la réduction des salaires des paysans et des travailleurs. Les prix, pour le consommateur, continuent cependant d'augmenter. Ce modèle est chimico-intensif et il cause des dégâts incalculables sur l'environnement et la santé tant des producteurs que des travailleurs et des consommateurs.

Le modèle basé sur l'agriculture paysanne et familiale et sur la souveraineté alimentaire, par contre, donne la priorité à la production locale destinée aux marchés locaux et nationaux, rejette le « dumping » et utilise des pratiques de production basées sur la connaissance locale. L'expérience prouve que ce modèle est potentiellement plus productif par unité de surface, plus compatible avec l'environnement et beaucoup plus propice à apporter une vie digne aux familles rurales, au même temps qu'il offre aux consommateurs ruraux et urbains des aliments sains, accessibles et produits au niveau local. Cependant, le modèle dominant néolibéral d'agro exportation pousse l'agriculture familial et paysanne à l'extinction.

Près de trois milliards d'êtres humains vivent en milieu rural et nombre d'entre eux sont expulsés violemment de leurs terres et se voient toujours un peu plus privés de leurs moyens de survie. L'appartenance « ethnique », l'exclusion sociale, la culture, la religion, le genre et la classe socio-économique ont été et continuent d'être aujourd'hui de puissants facteurs déterminant qui bénéficie de l'accès et du contrôle des ressources et qui reste systématiquement privé de ceux-ci.

L'expropriation, envers les populations locales, de leurs terres et des ressources naturelles, l'accumulation et la concentration des richesses aux mains des élites traditionnelles et modernes ont constitué un processus violent. Les communautés rurales, en particulier les peuples originaires et les groupes socialement exclus, continuent d'être soumises à des formes extrêmes de violences physiques et économiques de la part des acteurs étatiques et non étatiques, comme les entreprises privées et les grands propriétaires terriens. Cette violence s'est accrue au point d'atteindre des niveaux alarmants, qui passent par la persécution politique, la répression, l'enfermement, l'assassinat, le massacre, y compris le génocide, dans le cas de certains peuples originaires. Certains mégaprojets comme la construction de barrages, les projets d'infrastructure, l'industrie d'extraction des ressources naturelles et le tourisme ont déplacé les populations locales et ont détruit le tissu social et la base des ressources desquelles dépend leur vie et leur survie.

Au Nord comme au Sud, la destruction des systèmes de production agricole, le déplacement des populations, les conditions de travail détériorées et les migrations de populations désespérées ont eu un impact particulièrement grave sur les femmes et les jeunes auxquels on ne reconnaît pas leur capacité à travailler la terre. En ce qui concerne les femmes, la pénurie causée par le développement du modèle néolibéral aggrave la discrimination traditionnelle qui empêche aux femmes d'avoir un accès et un contrôle sur les ressources naturelles.

Le modèle d'agro exportation est ancré dans les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI et dans le régime de libre commerce imposé par l'OMC. Parallèlement, l'Etat a régressé dans les politiques de redistribution de la terre et a abdicqué de son obligation à garantir les services basiques comme la santé, l'éducation, la sécurité sociale, la protection des travailleurs, les systèmes publiques d'alimentation et le soutien commercial aux petits producteurs. La promotion de la propriété privée individuelle au travers des cadastres fonciers et des titres de propriété aliénables a accéléré la commercialisation de la terre. Les politiques territoriales basées sur le marché, impulsées par la Banque Mondiale et les bailleurs de fonds bilatéraux, ont provoqué un grand endettement parmi les petits producteurs et ont conduit à la re-concentration de terres aux mains des élites traditionnelles et modernes.

La crise agraire provoquée par le modèle d'agro exportation, sous-tendu par le néolibéralisme, est très décourageante. Cependant, les mouvements paysans, les mouvements de pêcheurs, des peuples originaires, des travailleurs ruraux, sont de plus en plus actifs, de mieux en mieux organisés, plus sophistiqués que jamais, et sont activement impliqués dans la résistance au modèle destructif et dominant. Au cours de l'histoire, les agriculteurs et les paysans, les pêcheurs, les travailleurs ruraux et les peuples originaires ont développé des méthodes de production alimentaire et de rapport à la nature basées sur le respect de la terre, de l'eau, des semences, des animaux et de la vie. Au fur et mesure que le modèle dominant progresse et imprègne les zones rurales, les différents mouvements s'organisent, luttent et construisent les alliances nécessaires afin d'obtenir une réforme agraire authentique, adaptée aux besoins de chaque peuple et de chaque pays.

Face au désastre que ce modèle dominant génère, nous proposons un modèle alternatif de souveraineté alimentaire pour les peuples, basé sur les droits des femmes et des hommes agriculteurs, des travailleurs ruraux et des pêcheurs, pour qu'elles et ils puissent produire des aliments pour leurs propres marchés locaux et nationaux, et qu'elles et ils bénéficient de l'accès et du contrôle de leurs propres territoires, y compris sur la terre et les ressources naturelles. La souveraineté alimentaire des peuples garantit le droit de chaque personne à des aliments à un prix accessible, sains, sûrs, appropriés à chaque culture, nutritifs et produits au niveau local, et elle assure à tout un chacun de vivre en dignité.

Nous exigeons urgemment l'application effective et efficace de l'Article 25 de la DUDH, des Articles 2 et 11 de la Convention Internationale des Droits Humains Culturels, Economiques et Sociaux, et des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies pour que le droit à se nourrir soit une réalité et pour protéger et garantir l'accès aux ressources naturelles.

Une réforme agraire redistributive, assistée par l'Etat, représente la clé fondamentale du modèle de souveraineté alimentaire pour les peuples et doit se doter d'un rôle primordial dans l'agenda des politiques de développement des gouvernements et de la société. Les programmes actuels de réforme agraire doivent garantir aux peuples agriculteurs et originaires l'égalité des opportunités pour les femmes et les jeunes, l'accès et le contrôle de la terre, de l'eau, des semences, des forêts, de la pêche et des moyens de production (financement et formation), de distribution et de commercialisation. De plus, la réforme agraire doit garantir la sécurité de la gestion foncière, soutenir l'usage de la terre à des fins productives et éviter la re-concentration territoriale.

Nous appelons nos organisations, nos partenaires et notre société à :

1. Reconnaître la terre comme une ressource commune de tous !
2. Travailler à retirer l'OMC et les autres accords de commerce et d'investissement, des politiques alimentaires et agricoles!
3. S'opposer avec fermeté aux politiques de développement de la terre et de développement rural de la Banque Mondiale !
4. Condamner et agir de manière urgente contre la violence perpétrée envers les peuples ruraux pour faire taire leur organisation et leur résistance !
5. Combattre et prévenir la violence contre les femmes et les enfants à la maison et aussi dans leurs propres communautés !
6. S'organiser contre les guerres continues et les occupations militaires qui volent aux peuples leur souveraineté alimentaire et leur autodétermination !
7. S'opposer à la privatisation et à la commercialisation de la vie à travers le brevetage du vivant et les manipulations génétiques !
8. Reconnaître qu'une réforme agraire authentique n'est pas possible sans relations de genre équitables. Appuyer la réalisation des droits des femmes à la terre et aux ressources naturelles dans toutes nos luttes !
9. Défendre activement les processus subsistants de réforme agraire effective, y compris les *assentamentos* créés partout dans le monde via l'occupation de terres et via d'autres formes de désobéissance civile active qui défendent le maintien des ressources naturelles aux mains des peuples !
10. Renforcer les mouvements des femmes, construire alliances entre les mouvements sociaux de la campagne et la ville, et se mobiliser contre les systèmes d'exclusion racial, social, de genre et économique lesquels non seulement empêchent, mais en plus ils répriment violemment tous les tentatives de réaliser les droits à la terre et le territoire et les réformes agraires authentiques !

11. Travailler ensemble pour construire des exemples de réussite des modèles de souveraineté alimentaire des peuples au niveau local et national !

**Contre la faim dans le monde:
pour une autre agriculture,
la réforme agraire !**